

3 000

postes encadrés non pourvus cette année aux concours enseignants du public et du privé.



La pause numérique consiste en une mise à l'écart du téléphone portable des élèves au collège.



Une centaine d'établissements, principalement des écoles, va tester la « tenue unique », c'est-à-dire un uniforme, pendant cette année scolaire.

« Une éducation efficace joue sur la confiance, non sur la peur »

Philippe Meirieu

Spécialiste des sciences de l'éducation et de la pédagogie.

La rentrée 2024 est inédite : c'est une ministre de l'Éducation nationale démissionnaire, Nicole Belloubet, qui a annoncé mardi 27 août les grandes lignes de cette rentrée. Cette situation est-elle de nature à inquiéter le corps enseignant ?

Tout a fait, cela crée de la confusion. Nicole Belloubet assume des mensonges pris en grande partie par les enseignants. D'autres ont été suspendus : c'est le cas de la réforme du concours pour devenir enseignant, qui devait être déplacée à bac + 3 au lieu de bac + 5, pour répondre à la faible attractivité du métier. Cette réforme a été suspendue en juillet, alors que les instituts de formation l'avaient engagée. On ne sait pas, non plus, si le « choc des savoirs » annoncé par Gabriel Attal va élever le niveau à l'école. Tous les enseignants, et tous les parents, sera mis en œuvre. Tout cela crée beaucoup d'inquiétude dans la profession.

Votre livre défend une vision, celle de Lumière : tous les humains sont vulnérables et l'on ne peut jamais désespérer de quiconque. Ce n'est pas trop tard pour prendre ce tournant ?

Ce n'est jamais trop tard. Beaucoup de parents, professeurs, éducateurs, parents d'élèves savent que ce tournant est celui de l'avenir. Or, depuis l'arrivée de Jean-Michel Blanquer à l'éducation nationale, les politiques ont toujours privilégié l'autorité, même si son esprit s'est écarté fuir avec le ministre Pap Ndiaye. Après lui, Gabriel Attal a renforcé le climat du sécuritarisme répressif pourtant peu efficace. L'Éducation nationale n'est pas la seule à avoir pris ce tournant : on a supprimé 500 postes dans la protection judiciaire de la jeunesse. On a fait le choix de défendre les quartiers difficiles pour mettre en place des internats disciplinaires. Tout ceci est contraire à une éducation efficace, qui joue sur la confiance, non sur la peur.

Privilégier la prévention plutôt qu'à l'autorité, c'est un concept difficilement entendable pour une partie des Français...



Je suis favorable à l'autorité à l'école. Mais à condition que ce soit une autorité juste, qui donne ses chances. La répression ne supprime pas les causes. Je plaide pour des contraintes, mais des contraintes équilibrées. Mais sont quand elles ne visent pas à encadrer l'élève mais à pousser à se dépasser. La faute exacte, la sanction doit disparaître. Pourquoi, plutôt que de mettre à la porte un élève réalisateur, ne pas lui imposer une activité qui lui permettra de retrouver sa place ? Ce peut être rendre service ou aider un camarade plus faible dans une notion où il est meilleur. L'entraide est très efficace. Elle est bénéfique à la fois pour celui qui aide, qui est valorisé et conforté dans sa maîtrise, et celui qui est aidé. Il n'est pas question de débiter le désordre, mais d'aller vers une pédagogie qui cherche en chaque élève une ressource.

Les groupes de niveau aboutiront à un tri des élèves, accompagné d'une stigmatisation des plus faibles.

Dès l'entrée en maternelle, les écarts de vocabulaire peuvent aller du simple au triple, selon le milieu. L'école seule peut-elle réparer ces inégalités précoces ?

Non, il faut s'attaquer aux causes que sont

la parentalité fragilisée, la prédominance des écrans dans certaines familles, etc. J'ai même une étude sur les occupations des enfants lors des vacances de la Toussaint. Les parents travaillent, peu d'enfants ont leur temps de congés avec leurs enfants. Nous avons même eu l'évidence que 20-30 % de ceux-ci passent 12 à 15 heures par jour devant des écrans. Face aux enfants que l'on occupe ou qui font des cabanes, le confort des cabanes, les ordinateurs autour d'eux, offrir à tous des environnements riches, prévus de terrains d'aventure en ville et au pied des tours, former les

personnes des crèches à l'éducation au langage, par exemple. Tout une politique de la petite enfance qui relève de la prévention. Prenons les inégalités à la racine, dès le plus jeune âge.

Une centaine d'établissements scolaires vont expérimenter l'uniforme cette année scolaire. Pensez-vous que cette mesure puisse aller dans le sens de l'équité ?

Non, car il y a un uniforme ne masque pas totalement les différences : celles-ci

se font pour par exemple à travers les accessoires portés par les enfants. Ce qui se semble plus grave, c'est l'arrivée de ces groupes de niveau, rebaptisés « groupe de besoin », au collège, censés répondre aux besoins de chacun. En réalité, ils aboutiront à un tri des élèves, accompagné d'une stigmatisation des plus faibles, qui risquent de baisser les bras. Je suis favorable à la formation de groupes d'élèves, mais ponctuellement, en fonction des besoins. Des élèves ont des difficultés à l'oral ? Offrons-leur un atelier théâtre. Un retard en matière de conjugaison ? Regroupons-les pour un soutien sur ce point. Les groupes ont de l'intérêt s'ils sont conçus en fonction d'une difficulté ponctuelle, ce qui n'a lieu dans telle ou telle discipline.

Le problème ne vient-il pas aussi de la tension des professeurs, trop déconcentrés de ce qu'ils vivent au quotidien ?

Si, pour une part. La préparation au concours d'enseignement est trop souvent vécue comme une course d'obstacles. Les futurs profs avancent d'étape en étape, dans le stress, jusqu'à découvrir, sans avoir le temps de s'explorer la richesse du métier de l'enseignement et de l'écrit. La formation continue est aussi mise à mal. Gabriel Attal a proposé de la placer en dehors des heures des cours, car le Ministère n'a plus de remplaçants susceptibles d'assurer les cours pendant la formation du prof débutant.

Au-delà des apprentissages fondamentaux, la formation citoyenne devrait-elle être l'école ? On pense à la lutte contre les fake news, les théories complotistes...

C'est un enjeu majeur de la pédagogie. Acté égaré, je suis pour un encadrement de l'usage des réseaux sociaux, qui sont utiles pour échanger mais viraux et dangereux. Il est temps de mettre en place une Convention citoyenne qui remette à jour les Livres de l'éducation sans oublier la question des familles à accompagner, celle des besoins pour tous et de l'usage des écrans.

Propos recueillis par Anne-Sophie Douet (ALP) - Éducation : rallumons les Lumières 1e et 2e de l'école collection Monde en cours, 17€ (juin 2024).

De nouvelles évaluations nationales en 5e et 3e

Sur la base du volontariat, les collèges peuvent proposer ces nouvelles évaluations en complément de celles passées en 6e et 4e. Afin d'aider les professeurs à mieux saisir des résultats des élèves aux évaluations nationales, chacun d'eux bénéficiera à la rentrée d'un bilan personnalisé sur les évaluations, qui sera partagé avec les parents. Dès novembre 2024, tous les professeurs recevront aussi un tableau de bord présentant les résultats des élèves de leur collège, contextualisés par rapport à ceux du département, de l'académie et au regard des résultats nationaux.

Les groupes de besoins en français en 6e et 5e

Alors que 27 % des élèves entrent en 6e avec une maîtrise du français insuffisante, 32 % en mathématiques et 25 % en sciences, le ministre des Éducation et de l'Enseignement supérieur a annoncé la mise en place de groupes de besoins en français en 6e et 5e.



« groupes de besoin » pour les élèves de classe de 6e et 5e, « un dispositif très innovant » de critique notamment par les syndicats enseignants qui y voient un « tri » des élèves. L'enseignement alterne entre des temps courts, organisés selon les besoins des élè-

ves et les modalités déterminées par les équipes pédagogiques, et des temps en classe entière (jusqu'à 10 semaines par an). Ils seront mis en place « avec souplesse et pragmatisme », a promis la ministre démissionnaire de l'Éducation nationale Nicole Belloubet, mardi dernier.

Du soutien renforcé

Pour les élèves rencontrant des difficultés plus importantes dans la maîtrise des savoirs fondamentaux, des heures supplémentaires de soutien peuvent être proposées, dans la limite de deux heures hebdomadaires. 43 % des collèges des établissements ayant répondu à l'enquête, dont 51 % en éducation prioritaire.

Enseignement moral et civique renforcé

De la 6e à la 3e, les heures d'enseignement moral et civique sont désormais clairement identifiées avec 20 minutes hebdomadaires par élève ou chaque semaine des professeurs

d'histoire-géographie.

Classe prépa-2^e

La filière correctifs académiques au diplôme national du brevet (DNB) est activée depuis la session 2024. Les premières classes préparatoires à la seconde générale, technique et professionnelle seront mises en place cette rentrée 2024. La prépa-secondaire a vocation à accueillir des élèves admis en seconde générale et technologique ou en professionnelle, n'ayant pas obtenu le DNB et ayant fait de leur intérêt pour le DNB un dispositif.

Bourses

Dès cette rentrée, les bourses scolaires sont versées automatiquement aux familles, sans aucune démarche à réaliser, selon les revenus déclarés à l'administration fiscale.

Lycees professionnels

Cette rentrée voit entrer en vigueur la réforme du lycée professionnel sur l'ensemble des

Éditorial

par Dominique Delpeux



Page blanche

C'est toujours un moment d'émotion, qui, pour beaucoup, est en soi nostalgique. La rentrée des classes a renforcé ce goût de crayon neuf et d'odeur de plastique frais qui augure d'une année nouvelle. Pour les enfants, bien sûr, le cœur va battre un peu plus fort, ce matin : nouveaux locaux, nouveaux locaux, nouveaux copains... Pour les parents, nouveaux espoirs, nouvelles attentes. Pour les enseignants, nouvelles têtes, et... nouvelles programmes ?

Car on dirait qu'à chaque rentrée, le ministre en poste (démissionnaire ou pas) veut imprimer sa marque avec une réforme qui pourrait percuter sur son nom. Pour mémoire, la réforme Haby, en 1975, la réforme Savary, en 1982, la réforme Jospin en 1989, la réforme Fillon en 2005... À noter que l'emblématique Jack Lang n'a pas laissé son nom sur une grande réforme de l'Éducation nationale, il n'en demeure pas moins très populaire... CGFD ?

Pour 2024, on retrouvera surtout des propos de Nicole Belloubet son avoué d'impudence. Sa présentation de rentrée ressemble à la visite d'un agent immobilier, qui ne saurait pas encore à qui donner les clés de l'appartement, et si le futur locataire va passer les cloisons ou se contenter d'un petit coup de peinture. La page, cette année est égrenage blanche. Ce qui avait été prévu, c'est la poursuite du « choc des savoirs ». Formule de communi-quant regrettable, comme si l'on devait recevoir les savoirs en pleine figure, à la manière d'une punition. Sur le fond, la volonté est à élever le niveau de l'école, comme l'expliquait il y a un an Gabriel Attal, alors en charge de l'éducation. Parmi les heures envisagées, relever les heures en français, en mathématiques, ne pas oublier les enseignements artistiques, évaluer, régulièrement, progrès et lacunes. Après les Jeux olympiques, on trouvera le moyen de renforcer les heures consacrées au sport.

Ce qui pose le plus de problèmes, pour cette rentrée, c'est la volonté de créer ces fameux « groupes de besoins ». L'occasion, selon les ministres, de redonner une chance aux plus faibles. Le meilleur moyen de les faire couler davantage, selon les détracteurs de cette méthode. Il est vrai que l'on ferait mieux de s'orienter vers des petits groupes de soutien ponctuels, c'est ce qui pourrait être une sorte de compromis, acceptable pour des enseignants rétités à cette méthode. Si elle reste d'actualité avec une nouvelle équipe... »

Si, dans quelques jours, j'ai toujours pas de ministre, toujours pas d'orientation claire, toujours pas de directives de la rue de Grenelle, alors les établissements scolaires seront obligés de se débrouiller. Ce qui serait drôle, ce serait que pour cette rentrée, ils se débrouillent encore mieux !

Année de terminale est réorganisée afin de permettre aux élèves de mieux préparer le post-bac. La nouvelle grille horaire consacre 15 % de l'horaire au français et aux mathématiques. Une évolution de la carte de formation. Les professeurs de français ont travaillé par un objectif de 6 % de transformation par an au niveau de l'académie, afin d'atteindre un taux de 25 % de transformation de la carte en 2027.

Un contrat national au lycée professionnel est mis en place à la rentrée 2024. Il vise notamment à accompagner les lycéens par des mentors exerçant dans la même filière professionnelle que celle suivie par l'élève en formation.

Encourager l'activité sportive Des tests physiques vont être expérimentés dans 158 collèges pour les élèves de 6e. Deux heures de sport plus au collège en éducation prioritaire. En cette rentrée, 221 collèges expérimentent des propositions au moins classées sport-tour.